

CAI
TA 220
- 61





COMITÉ DES TRANSPORTS PAR EAU

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDONNANCE NO W-257

ORDER NO. W-257

OTTAWA, le 30 août 1984

OTTAWA, August 30, 1984

RELATIVE aux activités d'affrètement
exercées par les titulaires en vertu
de la partie II de la Loi sur les
transports, S.R.C. 1970, et

IN THE MATTER OF Charter Operations
Undertaken by Licensees pursuant to
Part II of the Transport Act,
Chapter T-14, R.S.C. 1970, and

RELATIVE au tarif-type ou aux
tarifs-types déposés par lesdits
titulaires en vertu du paragraphe
14(1) de ladite Loi, et

IN THE MATTER OF Standard Tariffs or
Tariffs of Tolls Required to be
Filed by such Licensees pursuant to
s. 14(1) of the said Act, and

RELATIVE aux activités d'affrètement
de

IN THE MATTER OF the Charter
Operations of

David Storr and Sons Contracting
Ltd.

David Storr and Sons Contracting
Ltd.

PAR LA PRÉSENTE, LE COMITÉ considère
le tarif déposé par la titulaire et
contenant les taux exigés pour
l'affrètement comme le tarif-type de
ladite titulaire et la région
figurant à son permis comme la
distance maximum pouvant servir à
l'établissement de son taux maximal
exigible par mille.

THE COMMITTEE HEREBY deems the
tariff filed by the licensee
containing the tolls to be charged
in respect of charter operations to
be the standard tariff of such
licensee and the area in respect of
which the licensee has been
authorized in his licence to operate
is deemed to be the maximum mileage
in respect of which the licensee's
said tolls are established.

(signature) (signed)

Diane Vanasse

Secrétaire

Secretary

Comité des transports par eau

Water Transport Committee

MOTIFS DE L'ORDONNANCE

Dans sa décision CTE 3-77 et dans son rapport sur la réglementation du fleuve Mackenzie (ci-après le rapport) présenté en janvier 1978 au ministre des Transports, le Comité des transports par eau déclare que les activités d'affrètement constituent du transport fait "moyennant un prix de louage ou une rétribution" et par ce fait qu'un transporteur exerçant ce type d'activités doit détenir un permis, conformément à la partie II de la Loi sur les transports;

La taxe ou le prix pour lesdites activités d'affrètement doit donc figurer dans le tarif déposé auprès du Comité;

Néanmoins, le Comité conclut dans son rapport que la Loi précitée ne définit pas le concept d'activités d'affrètement relativement à son tarif ou à d'autres dispositions;

En outre, le Comité affirme qu'il ne peut accepter le dépôt des prix d'affrètement à moins que ceux-ci ne soient déposés à titre de tarif spécial et qu'ils constituent des taux plus bas que ceux du tarif-type ou à moins qu'ils ne soient déposés en tant que taxes convenues aux termes des dispositions de la partie IV de la Loi;

À l'égard d'un tarif spécial, le Comité estime qu'un tarif-type de transport de marchandises fondé sur les taxes maxima de transport exigibles par mille devra d'abord être soumis afin de vérifier s'il est conforme au Comité au paragraphe 14(1) de la Loi sur les transports, lequel dispose en partie que:

"Chaque détenteur de permis doit déposer un tarif-type ou des tarifs-types..."

REASONS FOR ORDER

By Decision W.T.C. 3-77 and in its Report on the Regulation of the Mackenzie River dated January, 1978 ("the Report") submitted to the Minister of Transport, the Water Transport Committee stated that charter operations constituted "Transportation for hire and reward" and as such a carrier involved in such operations required a licence under Part II of the Transport Act;

A tariff or charge reflecting such charter operations must accordingly be filed with the Committee;

However, the Committee concluded in the Report that the Act did not provide for the concept of charter operations in its tariff or other provisions;

Moreover, the Committee stated that it would be unable to accept charter terms for filing unless such terms were filed as a special tariff and reflected lower tolls than the standard tariff or unless they were filed as an agreed charge under the provisions of Part IV of the Act;

With respect to a special tariff, the Committee is of the view that a standard freight tariff based on maximum mileage tolls must be first submitted to the Committee in order to comply with s. 14(1) of the Transport Act which provides in part that:

"Every licensee shall file a standard tariff or tariffs..."

Ledit tarif-type devra également être conforme au paragraphe 18(1) de la Loi sur les transports qui porte que:

"Les tarifs-types doivent indiquer les taux maxima de transport exigibles par mille pour les voyageurs, ainsi que pour chaque catégorie que comporte la classification des marchandises, et pour toutes les distances desservies par le détenteur de permis."

Dans le cas d'une taxe convenue, le paragraphe 32(6) de ladite Loi dispose que:

"Une taxe convenue doit reposer sur la base de tarification établie et s'exprimer en cents par cent livres ou telle autre unité appropriée de poids ou de mesure; et le taux de chargement complet pour un wagon ne doit excéder le taux de chargement complet pour quelque nombre supérieur de wagons."

Tant la circulaire tarifaire n° 1 que les dispositions relatives aux taxes convenues susmentionnées sont inappropriées pour les activités d'affrètement ou même pour l'application desdites taxes au transport par eau.

En conséquence, afin de répondre aux exigences de dépôt d'un tarif-type ou de tarifs-types pour les activités d'affrètement en vertu des paragraphes 14(1) et 18(1) de la Loi sur les transports, le Comité a décidé, conformément à l'ordonnance ci-jointe, que le tarif contenant les taxes exigées par la titulaire pour ses activités d'affrètement constituera le tarif-type exigé au paragraphe 14(1) de la Loi sur les

Such standard tariff must be in accordance with s. 18(1) of the Transport Act which provides:

"The standard tariff or tariffs shall specify the maximum mileage tolls to be charged for passengers and for each class of the freight classification for all distances covered by the licensee."

In the case of an agreed charge, s. 32(6) of the said Act states that:

"An agreed charge shall be made on the established basis of rate making and shall be expressed in cents per hundred pounds or such other unit of weight or measurement as is appropriate; and the car-load rate for one car shall not exceed the car-load rate for any greater number of cars."

Both the Tariff Circular No. 1 and the provisions relating to agreed charges above-noted are inappropriate for charter operations or indeed for application of agreed charges to water transportation.

The Committee, therefore, in order to meet the requirements of the filing of a "standard tariff or tariff of tolls" pursuant to s. 14(1) and s. 18(1) of the Transport Act for charter operations, has decided pursuant to the attached order to deem the tariff setting out the tolls the licensee shall charge for charter operations to be the standard tariff required by s. 14(1) of the

transports et que la région figurant au permis de la titulaire représentera la distance maximum pouvant servir à l'établissement du taux maximal exigible par mille dont il est question au paragraphe 18(1) de ladite Loi.

Transport Act and the area set out in the licensee's licence to be the maximum mileage in respect of such tariff pursuant to s. 18(1) of the said Act.

(signature) (signed)

Diane Vanasse	
Secrétaire	Secretary
Comité des transports par eau	Water Transport Committee



Commission canadienne
des transports

Canadian Transport
Commission

COMITÉ DES TRANSPORTS PAR EAU

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDONNANCE NO W-259

ORDER NO. W-259

OTTAWA, le 4 juillet 1984

OTTAWA, July 4, 1984

RELATIVE aux activités d'affrètement
exercées par les titulaires en vertu
de la partie II de la Loi sur les
transports, S.R.C. 1970, et

IN THE MATTER OF Charter Operations
Undertaken by Licensees pursuant to
Part II of the Transport Act,
Chapter T-14, R.S.C. 1970, and

RELATIVE au tarif-type ou aux
tarifs-types déposés par lesdits
titulaires en vertu du paragraphe
14(1) de ladite Loi, et

IN THE MATTER OF Standard Tariffs or
Tariffs of Tolls Required to be
Filed by such Licensees pursuant to
s. 14(1) of the said Act, and

RELATIVE aux activités d'affrètement
de

IN THE MATTER OF the Charter
Operations of

Coastal Marine Ltd.

Coastal Marine Ltd.

PAR LA PRÉSENTE, LE COMITÉ considère
le tarif déposé par la titulaire et
contenant les taux exigés pour
l'affrètement comme le tarif-type de
ladite titulaire et la région
figurant à son permis comme la
distance maximum pouvant servir à
l'établissement de son taux maximal
exigible par mille.

THE COMMITTEE HEREBY deems the
tariff filed by the licensee
containing the tolls to be charged
in respect of charter operations to
be the standard tariff of such
licensee and the area in respect of
which the licensee has been
authorized in his licence to operate
is deemed to be the maximum mileage
in respect of which the licensee's
said tolls are established.

(signature)

(signed)

Diane Vanasse

Secrétaire

Comité des transports par eau

Secretary

Water Transport Committee

MOTIFS DE L'ORDONNANCE

Dans sa décision CTE 3-77 et dans son rapport sur la réglementation du fleuve Mackenzie (ci-après le rapport) présenté en janvier 1978 au ministre des Transports, le Comité des transports par eau déclare que les activités d'affrètement constituent du transport fait "moyennant un prix de louage ou une rétribution" et par ce fait qu'un transporteur exerçant ce type d'activités doit détenir un permis, conformément à la partie II de la Loi sur les transports;

La taxe ou le prix pour lesdites activités d'affrètement doit donc figurer dans le tarif déposé auprès du Comité;

Néanmoins, le Comité conclut dans son rapport que la Loi précitée ne définit pas le concept d'activités d'affrètement relativement à son tarif ou à d'autres dispositions;

En outre, le Comité affirme qu'il ne peut accepter le dépôt des prix d'affrètement à moins que ceux-ci ne soient déposés à titre de tarif spécial et qu'ils constituent des taux plus bas que ceux du tarif-type ou à moins qu'ils ne soient déposés en tant que taxes convenues aux termes des dispositions de la partie IV de la Loi;

À l'égard d'un tarif spécial, le Comité estime qu'un tarif-type de transport de marchandises fondé sur les taxes maxima de transport exigibles par mille devra d'abord être soumis afin de vérifier s'il est conforme au Comité au paragraphe 14(1) de la Loi sur les transports, lequel dispose en partie que:

"Chaque détenteur de permis doit déposer un tarif-type ou des tarifs-types..."

REASONS FOR ORDER

By Decision W.T.C. 3-77 and in its Report on the Regulation of the Mackenzie River dated January, 1978 ("the Report") submitted to the Minister of Transport, the Water Transport Committee stated that charter operations constituted "Transportation for hire and reward" and as such a carrier involved in such operations required a licence under Part II of the Transport Act;

A tariff or charge reflecting such charter operations must accordingly be filed with the Committee;

However, the Committee concluded in the Report that the Act did not provide for the concept of charter operations in its tariff or other provisions;

Moreover, the Committee stated that it would be unable to accept charter terms for filing unless such terms were filed as a special tariff and reflected lower tolls than the standard tariff or unless they were filed as an agreed charge under the provisions of Part IV of the Act;

With respect to a special tariff, the Committee is of the view that a standard freight tariff based on maximum mileage tolls must be first submitted to the Committee in order to comply with s. 14(1) of the Transport Act which provides in part that:

"Every licensee shall file a standard tariff or tariffs..."

Ledit tarif-type devra également être conforme au paragraphe 18(1) de la Loi sur les transports qui porte que:

"Les tarifs-types doivent indiquer les taux maxima de transport exigibles par mille pour les voyageurs, ainsi que pour chaque catégorie que comporte la classification des marchandises, et pour toutes les distances desservies par le détenteur de permis."

Dans le cas d'une taxe convenue, le paragraphe 32(6) de ladite Loi dispose que:

"Une taxe convenue doit reposer sur la base de tarification établie et s'exprimer en cents par cent livres ou telle autre unité appropriée de poids ou de mesure; et le taux de chargement complet pour un wagon ne doit excéder le taux de chargement complet pour quelque nombre supérieur de wagons."

Tant la circulaire tarifaire n° 1 que les dispositions relatives aux taxes convenues susmentionnées sont inappropriées pour les activités d'affrètement ou même pour l'application desdites taxes au transport par eau.

En conséquence, afin de répondre aux exigences de dépôt d'un tarif-type ou de tarifs-types pour les activités d'affrètement en vertu des paragraphes 14(1) et 18(1) de la Loi sur les transports, le Comité a décidé, conformément à l'ordonnance ci-jointe, que le tarif contenant les taxes exigées par la titulaire pour ses activités d'affrètement constituera le tarif-type exigé au paragraphe 14(1) de la Loi sur les

Such standard tariff must be in accordance with s. 18(1) of the Transport Act which provides:

"The standard tariff or tariffs shall specify the maximum mileage tolls to be charged for passengers and for each class of the freight classification for all distances covered by the licensee."

In the case of an agreed charge, s. 32(6) of the said Act states that:

"An agreed charge shall be made on the established basis of rate making and shall be expressed in cents per hundred pounds or such other unit of weight or measurement as is appropriate; and the car-load rate for one car shall not exceed the car-load rate for any greater number of cars."

Both the Tariff Circular No. 1 and the provisions relating to agreed charges above-noted are inappropriate for charter operations or indeed for application of agreed charges to water transportation.

The Committee, therefore, in order to meet the requirements of the filing of a "standard tariff or tariff of tolls" pursuant to s. 14(1) and s. 18(1) of the Transport Act for charter operations, has decided pursuant to the attached order to deem the tariff setting out the tolls the licensee shall charge for charter operations to be the standard tariff required by s. 14(1) of the

transports et que la région figurant au permis de la titulaire représentera la distance maximum pouvant servir à l'établissement du taux maximal exigible par mille dont il est question au paragraphe 18(1) de ladite Loi.

Transport Act and the area set out in the licensee's licence to be the maximum mileage in respect of such tariff pursuant to s. 18(1) of the said Act.

(signature)

(signed)

Diane Vanasse

Secrétaire

Secretary

Comité des transports par eau

Water Transport Committee



COMITÉ DES TRANSPORT PAR EAU

WATER TRANSPORT COMMITTEE

Le 29 mai 1984

May 29, 1984

ORDONNANCE N° W-268

ORDER NO. W-268

RELATIVE à l'applicabilité de l'article 27 de la Loi nationale sur les transports (LNT), chap. N-17, S.R.C. de 1970, relativement à une certaine transaction entre la Compagnie Maritime Belge (CMB) et Dartcan Inc. (Dartcan);

IN THE MATTER OF the applicability of section 27 of the National Transportation Act (NTA), C. N-17, R.S.C. 1970 to a certain transaction involving the Compagnie Maritime Belge (CMB) and Dartcan Inc. (Dartcan);

RELATIVE à la décision CTE 11-83, en date du 29 août 1983;

IN THE MATTER OF Decision WTC 11-83 dated August 29, 1983;

RELATIVE à la décision 1983-08 du Comité de Révision, en date du 30 novembre 1983; et

IN THE MATTER OF Decision 1983-08 of the Review Committee, dated November 30, 1983; and

RELATIVE à l'article 61 de la LNT.

IN THE MATTER OF Section 61 of the NTA.

Référence N° W110.15.32

File No. W110.15.32

ATTENDU que vers le mois d'octobre 1982 la compagnie Maritime Belge (C.M.B.) a augmenté à 100% ses intérêts dans Dartcan Inc. (Dartcan) en acquérant 50 % de ces intérêts, détenus par C.Y. Tung;

WHEREAS, in October 1982 or thereabout, the Compagnie Maritime Belge (CMB) increased to 100% its interest in Dartcan Inc. (Dartcan) by acquiring 50% interest held by C.Y. Tung;

ATTENDU que le 3 février 1983 le Comité des transports par eau (ci-après le C.T.E.) a envoyé une lettre à Me Micheal Rusko, avocat de C.M.B., ordonnant à la compagnie de donner avis de cette acquisition proposée conformément à l'article 27 de la Loi nationale sur les transports;

WHEREAS, on February 3, 1983, a letter was sent from the Water Transport Committee (hereinafter the WTC) to Mr. Michael Rusko, Counsel for CMB, directing the company to give notice of that proposed acquisition pursuant to section 27 of the National Transportation Act;

ATTENDU que le 17 février 1983 Me Rusko a écrit au Comité des transports par eau demandant au Comité une opportunité d'être entendu;

WHEREAS, on February 17, 1983, Mr. Rusko wrote to the WTC asking the Committee for an opportunity to be heard;

ATTENDU que le 21 avril 1983 le C.T.E. a tenu une audience sur ce sujet;

ATTENDU que le 29 août 1983 la décision C.T.E. 11-83 était émise déclarant que C.M.B. était une compagnie de transport par eau assujettie à la compétence législative du parlement du Canada et que Dartcan était une personne principalement engagée dans des opérations de transports et ordonnant à C.M.B. de publier un avis conformément à l'article 27 L.N.T.;

ATTENDU que le 28 septembre 1983 C.M.B a fait une demande de révision de la décision C.T.E. 11-83;

ATTENDU que le 30 novembre 1983 le Comité de Révision de la CCT a rendu une décision, par lettre, confirmant la décision CTE 11-83;

ATTENDU que le Comité de Révision a confirmé sa lettre par sa décision formelle 1983-08, en date du 30 novembre 1983;

ATTENDU que le 14 février 1984 une lettre a été envoyé par Me Micheal Rusko demandant à la C.C.T. de réviser sa décision du 30 novembre en prenant en considération le fait que Dartcan a cessé ses activités à la fin de 1983;

ATTENDU que le 6 mars 1984 une lettre a été envoyé par le C.T.E. à Me Rusko demandant une preuve que Dartcan a cessé ses activités;

ATTENDU que le 15 mars 1984 un affidavit de Richard Kusel, Président de Dartcan, déclarant que Dartcan a cessé ses activités en décembre 1983 "(traduction) à l'exception de celles reliées à des services passés qu'elle a rendus comme agent de la Dart Line" a été envoyé au C.T.E.;

WHEREAS, on April 21, 1983, the WTC held a hearing on the matter;

WHEREAS, on August 29, 1983, Decision WTC 11-83 was issued, stating that CMB is a company engaged in water transportation and is subject to the legislative jurisdiction of the Parliament of Canada and that Dartcan is a person whose principal business is transportation and ordering CMB to publish a notice pursuant to section 27 NTA;

WHEREAS, on September 28, 1983, CMB made an application for review of Decision WTC 11-83;

WHEREAS, on November 30, 1983, the Review Committee of the CTC issued a Decision by letter confirming Decision WTC 11-83;

WHEREAS, the Review Committee confirmed its letter by its formal Decision 1983-08, dated November 30, 1983;

WHEREAS, on February 14, 1984, a letter was sent by Mr. Michael Rusko, asking that the CTC review its decision of November 30, in view of the fact that Dartcan had ceased its activities at the end of 1983;

WHEREAS, on March 6, 1984, a letter was sent from the WTC to Mr. Rusko asking for a proof that Dartcan had ceased its activities;

WHEREAS, on March 15, 1984, an affidavit by Richard Kusel, President of Dartcan, stating that Dartcan had ceased its activities as of December 1983 "save those related to past services performed by it, as the agent of the Dart Line" was sent to the WTC;

ATTENDU que le 30 avril 1984 une réunion a été tenue entre les parties au Service Coordonné du St-Laurent, à laquelle Me Rusko était présent et au cours de laquelle on lui a dit que C.M.B. devait donner un avis;

ATTENDU qu'aucun avis n'a été donné à ce jour; et

ATTENDU que le CTE est d'avis que, même en prenant pour acquis que Dartcan a cessé ses activités en décembre 1983, un avis public de la transaction ci-haut mentionnée est requis par l'article 27 LNT.

IL EST PAR LA PRÉSENTE ORDONNÉ que C.M.B. doit donner un avis de son acquisition proposée d'un intérêt de 50% dans Dartcan, détenu par C.Y. Tung, augmentant ainsi son intérêt dans Dartcan à 100%.

WHEREAS, on April 30, 1984, a meeting was held between the parties to the coordinated St. Lawrence Service, at which Mr. Rusko was present and at which he was told that CMB has to give notice;

WHEREAS no notice has been given yet; and

WHEREAS, the WTC considers that, even assuming that Dartcan had ceased its activities as of December 1983, a public notice of the above mentioned transaction is required under section 27 NTA.

IT IS HEREBY ORDERED THAT CMB is to give a notice of its proposed acquisition of a 50% interest in Dartcan from C.Y. Tung, thereby increasing its holding in Dartcan to 100%.

(signature) (signed)

Diane Vanasse	
Secrétaire	Secretary
Comité des transport par eau	Water Transport Committee



COMITÉ DES TRANSPORTS PAR EAU

ORDONNANCE N^o W-271

OTTAWA, le 27 juin 1984

RELATIVE à la requête de Norsask Marine Ltd., aux termes de l'article 18 de la Loi sur les transports, en vue de faire approuver des révisions à son Standard Freight Tariff C.T.C. n^o 2, actuellement déposé auprès de la Commission.

Référence n^o W2660.25

APRES lecture des pièces déposées -

IL EST ORDONNE CE QUI SUIT:

L'application de majorations ne devant pas dépasser 5% applicables aux taux actuellement prévus à la page suivante du tarif C.T.C. n^o 2 est par la présente autorisée:

2^e révision de la page 3

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDER NO. W-271

OTTAWA, June 27, 1984.

IN THE MATTER OF the application of Norsask Marine Ltd., under Section 18 of the Transport Act, for approval of revisions to its Standard Freight Tariff C.T.C. No. 2, currently on file with the Commission.

File No. W2660.25

UPON reading the submissions filed -

IT IS ORDERED THAT:

Approval is hereby granted to the implementation of increases not to exceed 5% in relation to rates as presently published on the following page of Tariff C.T.C. No. 2, as listed below:

2nd Revised Page 3

2. Les dispositions tarifaires approuvées ci-dessus sont prescrites sous réserve de plaintes et d'enquêtes quant aux taux ou taxes, tel que prévu par la Loi sur les transports.

2. Tariff provisions as approved are subject to complaint and investigation as to rates or charges, as provided by the Transport Act.

(signature) (signed)

Diane Vanasse
Secrétaire
Comité des transports par eau

Secretary
Water Transport Committee



COMITE DES TRANSPORTS PAR EAU

ORDONNANCE N^o W-272

OTTAWA, le 4 juillet 1984

RELATIVE à la requête présentée par Coastal Marine Ltd., aux termes de l'article 18 de la Loi sur les transports, en vue de faire approuver son Standard Freight Tariff (tarif-type des marchandises) relativement aux services d'affrètement autorisés dans la décision C.T.E. 12-84 du 4 juillet 1984.

Référence W2660.30

ATTENDU que la requérante n'a pas fourni au Comité de justification pour l'augmentation de 1984; et

ATTENDU que le Comité a rejeté ladite augmentation.

IL EST ORDONNE CE QUI SUIT:

1. Le Comité approuve par la présente la mise en oeuvre de majorations ne devant pas dépasser 5% des taxes, taux et frais publiés dans le Standard Freight Tariff relatif aux activités d'affrètement, déposé auprès de la Commission canadienne des transports conformément au paragraphe 14(1) de la Loi sur les transports et mentionné dans l'ordonnance n^o W-259 rendue le 4 juillet 1984 par le Comité des transports par eau.

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDER NO. W-272

OTTAWA, July 4, 1984

IN THE MATTER of the application of Coastal Marine Ltd., under Section 18 of the Transport Act, for approval of its Standard Freight Tariff in respect of charter services authorized in Decision W.T.C. 12-84 dated July 4, 1984.

File No. W2660.30

WHEREAS the applicant has not provided the Committee with justification to warrant approval of the increases for 1984; and

WHEREAS the Committee has denied approval of said increase.

IT IS ORDERED THAT:

1. Approval is hereby granted to the implementation of increases not to exceed 5% to tolls, rates, and charges, published in its Standard Freight Tariff, in respect of charter operations, filed with the Canadian Transport Commission pursuant to Section 14(1) of the Transport Act as referred to in Order No.W-259 dated July 4, 1984 of the Water Transport Committee.

2. Les dispositions tarifaires approuvées ci-dessus sont prescrites sous réserve de plaintes et d'enquêtes quant aux taux ou taxes, tel que prévu par la Loi sur les transports.

2. Tariff provisions as approved are subject to complaint and investigation as to rates or charges, as provides by the Transport Act.

(signature) . (signed)

Diane Vanasse

Secrétaire

Comité des transports par eau

Secretary

Water Transport Committee



COMITE DES TRANSPORTS PAR EAU

ORDONNANCE N^O W-273

OTTAWA, le 4 juillet 1984

RELATIVE à la requête présentée par Coastal Marine Ltd., en vertu de l'article 15(2) de la Loi sur les transports, chapitre T-14, S.R.C. 1970, en vue de faire approuver un règlement par les administrateurs de la compagnie à une assemblée tenue à Inuvik, Territoires du Nord-ouest, le 30 avril 1984.

Référence n^O W2660.30

APRES étude des pièces déposées -

LE COMITE ORDONNE PAR LA PRESENTE
CE QUI SUIIT:

Ledit règlement de Coastal Marine Ltd., adopté le 30 avril 1984 et autorisant le contrôleur de la compagnie à préparer et à publier des tarifs des taxes qu'elle exigera relativement aux navires qu'elle possède ou exploite et à en déposer copie auprès de la Commission canadienne des transports, est approuvée.

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDER NO. W-273

OTTAWA, July 4, 1984

IN THE MATTER OF the application of Coastal Marine Ltd., under Section 15(2) of the Transport Act, Chapter T-14, R.S.C. 1970, for approval of a BY-LAW adopted by the Directors of the Company at a meeting held in Inuvik, Northwest Territories, April 30, 1984.

File No. W2660.30

UPON consideration of the submissions filed -

THE COMMITTEE HEREBY ORDERS:

The said BY-LAW of Coastal Marine Ltd., adopted April 30, 1984, authorizing the Controller of the Company to prepare and issue tariffs of the tolls to be charged by the Company in respect of the vessels owned or operated by the Company and to submit the same to, and file the same with, the Canadian Transport Commission, is approved.

(signature)

(signed)

Diane Vanasse

Secrétaire

Comité des transports par eau

Secretary

Water Transport Committee



Commission canadienne
des transports

Canadian Transport
Commission

COMITÉ DES TRANSPORTS PAR EAU

WATER TRANSPORT COMMITTEE

OTTAWA, le 20 juillet 1984

OTTAWA, July 20, 1984

ORDONNANCE N° W-274

ORDER NO. W-274

RELATIVE à l'applicabilité de l'article 27 de la Loi nationale sur les transports (LNT), chap. N-17, S.R.C. de 1970, relativement à une certaine transaction entre la Compagnie Maritime Belge (CMB) et Dartcan Inc. (Dartcan);

RELATIVE à l'article 61 de la LNT;

RELATIVE à l'ordonnance W-268 du 29 mai 1984, inscrite sur le registre des jugements et ordonnances de la Cour fédérale du Canada, Division de première instance, volume 137, pages 229-231, en date du 1^{er} juin 1984.

Référence N° W110.15.32

ATTENDU que le Comité des transports par eau (ci-après le C.T.E.) a émis son ordonnance W-268 le 29 mai 1984, ordonnant à la Compagnie Maritime Belge (ci-après la C.M.B.) de donner avis de son acquisition proposée d'un intérêt de 50% dans Dartcan Inc. (ci-après Dartcan), obtenu par C.Y. Tung, augmentant ainsi son intérêt dans Dartcan à 100%.

ATTENDU que le CTE a reconsidéré ce cas et a décidé d'abroger son ordonnance du 29 mai 1984;

IL EST PAR LA PRÉSENTE ORDONNÉ que l'ordonnance W-268 du 29 mai 1984 est abrogée.

IN THE MATTER OF the applicability of section 27 of the National Transportation Act (NTA), C. N-17, R.S.C. 1970 to a certain transaction involving the Compagnie Maritime Belge (CMB) and Dartcan Inc. (Dartcan);

IN THE MATTER OF SECTION 61 of the NTA;

IN THE MATTER OF Order W-268 of May 29, 1984, filed and entered as of record in the Judgment and Order Book of the Federal Court of Canada, Trial Division, Volume 137, pages 229-231, on June 1, 1984.

File No. W110.15.32

WHEREAS the Water Transport Committee (hereinafter the WTC) has issued its order W-268 on May 29, 1984, ordering the Compagnie Maritime Belge (hereinafter CMB) to give notice of its proposed acquisition of a 50% interest in Dartcan Inc. (hereinafter Dartcan) from C.Y. Tung, thereby increasing its holding in Dartcan to 100%;

WHEREAS the WTC has considered the matter and has decided to rescind its order of May 29, 1984;

IT IS HEREBY ORDERED that Order W-268 of May 29, 1984 is rescinded.

Signature

Signed

Diane Vanasse

Secrétaire

Secretary

Comité des transports par eau

Water Transport Committee



COMITÉ DES TRANSPORT PAR EAU

Le 24 juillet 1984
OTTAWA

Ordonnance n° W-275

RELATIVE à la requête d'Arctic Transportation Ltd. (A.T.L.) en autorisation de transporter 20 tonnes d'approvisionnements divers de Hay River à Bay Chimo.

Référence n° W2660.21

ATTENDU qu'Arctic Transportation Ltd. a demandé au C.T.E. l'autorisation de transporter 20 tonnes d'approvisionnements divers de Hay River à Bay Chimo;

ATTENDU que le transporteur à horaire fixe desservant Bay Chimo, la Société des transports du nord limitée (S.T.N.L.), s'est opposé à cette requête;

ATTENDU que le transport de ces marchandises à Bay Chimo n'est pas prévu dans les conditions du permis d'A.T.L.;

ATTENDU qu'après étude de l'information dont il dispose, le Comité a noté que la S.T.N.L. a l'intention d'acheminer des approvisionnements divers à Bay Chimo;

EN CONSÉQUENCE, IL EST ORDONNÉ qu'Arctic Transportation Ltd. ne devra pas transporter les 20 tonnes susmentionnées de marchandises à moins que la S.T.N.L. ne donne son approbation.

Le Secrétaire du Comité des
transports par eau

Diane Vanasse



WATER TRANSPORT COMMITTEE

July 24, 1984
OTTAWA

Order No. W-275

IN THE MATTER OF the request by Arctic
Transportation Ltd. for permission to carry
20 tons of general resupply cargo from Hay
River to Bay Chimo.

File No. W2660.21

WHEREAS Arctic Transportation Ltd. has made a request
to the WTC to grant permission to carry 20 tons of general re-
supply cargo from Hay River to Bay Chimo;

WHEREAS Northern Transportation Company Ltd., the scheduled
carrier serving Bay Chimo, objected to this request;

WHEREAS the transport of such cargo to Bay Chimo is not
within the terms of ATL's licence;

WHEREAS upon review of the information at its disposition,
the Committee notes that NTCL intends to carry general resupply
cargo to Bay Chimo;

IT IS THEREFORE ORDERED THAT Arctic Transportation Ltd.
shall not carry the above mentioned 20 tons of cargo unless
Northern Transportation Company Ltd. gives its approval.

(signed)

Diane Vanasse
Secretary
Water Transport Committee



COMITÉ DES TRANSPORTS PAR EAU

ORDONNANCE N° W-276

OTTAWA, le 1^{er} août 1984

RELATIVE aux activités d'affrètement
exercées par les titulaires en vertu
de la partie II de la Loi sur les
transports, S.R.C. 1970, et

RELATIVE au tarif-type ou aux
tarifs-types déposés par lesdits
titulaires en vertu du paragraphe
14(1) de ladite Loi, et

RELATIVE aux activités d'affrètement
de

Len Cardinal Transport

PAR LA PRÉSENTE, LE COMITÉ considère
le tarif déposé par la titulaire et
contenant les taux exigés pour
l'affrètement comme le tarif-type
de ladite titulaire et la région
figurant à son permis comme la
distance maximum pouvant servir à
l'établissement de son taux
maximal exigible par mille.

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDER NO. W-276

OTTAWA, August 1st, 1984

IN THE MATTER OF Charter Operations
Undertaken by Licensees pursuant to
Part II of the Transport Act,
Chapter T-14, R.S.C. 1970, and

IN THE MATTER OF Standard Tariffs or
Tariffs of Tolls Required to be Filed
by such Licensees pursuant to s. 14(1)
of the said Act, and

IN THE MATTER OF the Charter
Operations of

Len Cardinal Transport

THE COMMITTEE HEREBY deems the tariff
filed by the licensee containing the
tolls to be charged in respect of
charter operations to be the standard
tariff of such licensee and the area
in respect of which the licensee has
been authorized in his licence to
operate is deemed to be the maximum
mileage in respect of which the
licensee's said tolls are established.

(signature) (signed)

D. Renaud

pour D. Vanasse for

Secrétaire

Comité des transports par eau

Secretary

Water Transport Committee

MOTIFS DE L'ORDONNANCE

Dans sa décision CTE 3-77 et dans son rapport sur la réglementation du fleuve Mackenzie (ci-après le rapport) présenté en janvier 1978 au ministre des Transports, le Comité des transports par eau déclare que les activités d'affrètement constituent du transport fait "moyennant un prix de louage ou une rétribution" et par ce fait qu'un transporteur exerçant ce type d'activités doit détenir un permis, conformément à la partie II de la Loi sur les transports;

La taxe ou le prix pour lesdites activités d'affrètement doit donc figurer dans le tarif déposé auprès du Comité;

Néanmoins, le Comité conclut dans son rapport que la Loi précitée ne définit pas le concept d'activités d'affrètement relativement à son tarif ou à d'autres dispositions;

En outre, le Comité affirme qu'il ne peut accepter le dépôt des prix d'affrètement à moins que ceux-ci ne soient déposés à titre de tarif spécial et qu'ils constituent des taux plus bas que ceux du tarif-type ou à moins qu'ils ne soient déposés en tant que taxes convenues aux termes des dispositions de la partie IV de la Loi;

À l'égard d'un tarif spécial, le Comité estime qu'un tarif-type de transport de marchandises fondé sur les taxes maxima de transport exigibles par mille devra d'abord être soumis afin de vérifier s'il est conforme au Comité au paragraphe 14(1) de la Loi sur les transports, lequel dispose en partie que:

"Chaque détenteur de permis doit déposer un tarif-type ou des tarifs-types..."

REASONS FOR ORDER

By Decision W.T.C. 3-77 and in its Report on the Regulation of the Mackenzie River dated January, 1978 ("the Report") submitted to the Minister of Transport, the Water Transport Committee stated that charter operations constituted "Transportation for hire and reward" and as such a carrier involved in such operations required a licence under Part II of the Transport Act;

A tariff or charge reflecting such charter operations must accordingly be filed with the Committee;

However, the Committee concluded in the Report that the Act did not provide for the concept of charter operations in its tariff or other provisions;

Moreover, the Committee stated that it would be unable to accept charter terms for filing unless such terms were filed as a special tariff and reflected lower tolls than the standard tariff or unless they were filed as an agreed charge under the provisions of Part IV of the Act;

With respect to a special tariff, the Committee is of the view that a standard freight tariff based on maximum mileage tolls must be first submitted to the Committee in order to comply with s. 14(1) of the Transport Act which provides in part that:

"Every licensee shall file a standard tariff or tariffs..."

Ledit tarif-type devra également être conforme au paragraphe 18(1) de la Loi sur les transports qui porte que:

"Les tarifs-types doivent indiquer les taux maxima de transport exigibles par mille pour les voyageurs, ainsi que pour chaque catégorie que comporte la classification des marchandises, et pour toutes les distances desservies par le détenteur de permis."

Dans le cas d'une taxe convenue, le paragraphe 32(6) de ladite Loi dispose que:

"Une taxe convenue doit reposer sur la base de tarification établie et s'exprimer en cents par cent livres ou telle autre unité appropriée de poids ou de mesure; et le taux de chargement complet pour un wagon ne doit excéder le taux de chargement complet pour quelque nombre supérieur de wagons."

Tant la circulaire tarifaire n° 1 que les dispositions relatives aux taxes convenues susmentionnées sont inappropriées pour les activités d'affrètement ou même pour l'application desdites taxes au transport par eau.

En conséquence, afin de répondre aux exigences de dépôt d'un tarif-type ou de tarifs-types pour les activités d'affrètement en vertu des paragraphes 14(1) et 18(1) de la Loi sur les transports, le Comité a décidé, conformément à l'ordonnance ci-jointe, que le tarif contenant les taxes exigées par la titulaire pour ses activités d'affrètement constituera le tarif-type exigé au paragraphe 14(1) de la Loi sur les

Such standard tariff must be in accordance with s. 18(1) of the Transport Act which provides:

"The standard tariff or tariffs shall specify the maximum mileage tolls to be charged for passengers and for each class of the freight classification for all distances covered by the licensee."

In the case of an agreed charge, s. 32(6) of the said Act states that:

"An agreed charge shall be made on the established basis of rate making and shall be expressed in cents per hundred pounds or such other unit of weight or measurement as is appropriate; and the car-load rate for one car shall not exceed the car-load rate for any greater number of cars."

Both the Tariff Circular No. 1 and the provisions relating to agreed charges above-noted are inappropriate for charter operations or indeed for application of agreed charges to water transportation.

The Committee, therefore, in order to meet the requirements of the filing of a "standard tariff or tariff of tolls" pursuant to s. 14(1) and s. 18(1) of the Transport Act for charter operations, has decided pursuant to the attached order to deem the tariff setting out the tolls the licensee shall charge for charter operations to be the standard tariff required by s. 14(1) of the

transports et que la région figurant au permis de la titulaire représentera la distance maximum pouvant servir à l'établissement du taux maximal exigible par mille dont il est question au paragraphe 18(1) de ladite Loi.

Transport Act and the area set out in the licensee's licence to be the maximum mileage in respect of such tariff pursuant to s. 18(1) of the said Act.

(signature) (signed)

D. Renaud

pour D. Vanasse for

Secrétaire

Secretary

Comité des transports par eau

Water Transport Committee



COMITÉ DES TRANSPORTS PAR EAU

ORDONNANCE N° W-277

OTTAWA, le 1^{er} août 1984

RELATIVE à la requête présentée par LEN CARDINAL TRANSPORT, aux termes de l'article 18 de la Loi sur les transports, en vue de faire approuver son Standard Freight Tariff (tarif-type des marchandises) relativement aux services d'affrètement autorisés dans la décision C.T.E. 14-84 du 26 juillet 1984.

Référence n° W2660.23

APRÈS lecture des pièces
déposées -

LE COMITÉ ORDONNE CE QUI SUIT:

1. Est par la présente approuvée l'annexe de taxes, de taux et de frais relative aux activités d'affrètement, déposée auprès de la Commission canadienne des transports, conformément au paragraphe 14(1) de la Loi sur les transports, et mentionnée dans l'ordonnance n° W-276 rendue le 1^{er} août 1984 par le Comité des transports par eau.

2. Ladite approbation est donnée sous réserve de plainte et d'enquête au sujet des taux ou des taxes, tel que le prescrit la Loi sur les transports.

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDER NO. W-277

OTTAWA, August 1st, 1984

IN THE MATTER OF the application of LEN CARDINAL TRANSPORT, under Section 18 of the Transport Act, for approval of its Standard Freight Tariff in respect of charter services authorized in Decision W.T.C. 14-84 dated July 26, 1984.

File No. W2660.23

UPON consideration of the submissions
filed -

THE COMMITTEE HEREBY ORDERS:

1. Approval is granted to the schedule of tolls, rates and charges, in respect of charter operations, filed with the Canadian Transport Commission pursuant to Section 14(1) of the Transport Act as referred to in Order No. W-276 dated August 1, 1984, of the Water Transport Committee.

2. Such approval is subject to complaint and investigation as to the rates or charges, as provided by the Transport Act.

(signature) (signed)

D. Renaud

pour D. Vanasse for

Secrétaire

Comité des transports par eau

Secretary

Water Transport Committee



WATER TRANSPORT COMMITTEE

August 1, 1984

Order No. W- 278

IN THE MATTER OF Pine Creek
Construction Ltd.; and

IN THE MATTER OF Norsask Marine Ltd.

Files Nos.: W 2660.25
W 2660.27

WHEREAS by paragraph 11(1) of the Transport Act, being 1970 R.S.C. Chap. T-14, as amended,

"11.(1) No goods or passengers shall be transported by water, from one port or place in Canada to another port or place in Canada, either directly or by way of a foreign port or for any part of the transport, by means of any ship other than a ship licensed under this Part."

WHEREAS by proclamation issued on January 24, 1946, Part II of the Transport Act is in force on the Mackenzie River and Watershed as of February 9, 1946.

WHEREAS by paragraph 45(2) of the National Transportation Act, being 1970 R.S.C. Chap. N-17, as amended,

"45.(2) The Commission may order and require any company or person to do forthwith, or within or at any specified time, and in any manner prescribed by the Commission, so far as is not inconsistent with the Railway Act, and (sic) act, matter or thing that such company or person is or may be required to do under the Railway Act, or the Special Act, and may forbid the doing or continuing of any act, matter or thing that is contrary to the Railway Act, or the Special Act; and for the purposes of this Part and the Railway Act has full jurisdiction to hear and determine all matters whether of law or of fact."

WHEREAS section 5(2) of the National Transportation Act provides as follows:

"5.(2) For greater certainty and the avoidance of doubt, but without limiting the generality of subsection (1), it is declared that the following provisions of Part IV of this Act, namely sections 44 to 82 apply mutatis mutandis in respect of any proceedings before the Commission pursuant to this Act, the Railway Act, the Aeronautics Act or the Transport Act, and in the event of any conflict between the provisions of Part IV and the provisions of the Railway Act, the Aeronautics Act or the Transport Act the provisions of that Part prevail."

WHEREAS by Decision WTC 1-84, Pine Creek Construction Ltd. and Norsask Marine Ltd. were each issued a licence to operate a water transport service on the Lake Athabasca and its tributaries.

WHEREAS by Decision WTC 11-84, Pine Creek Construction Ltd. was authorized to use Barge SBMT 21, and whereas by the same Decision, Norsask was also authorized to use Barge SBMT 21 to serve the same area but excluding carriage of cargo on the one hand between points on the Athabasca River and, on the other hand, between points on the Athabasca River and points on the Lake Athabasca.

WHEREAS by telex of July 12, 1984, Pine Creek Construction Ltd. was authorized to make four trips from Uranium City to Fort McKay, (Shell Landing) to carry heavy fuel, but was refused authorization to carry back haul cargo with Barge SBMT 21.

WHEREAS on July 20, 1984, Pine Creek Construction Ltd. was refused permission to substitute Barge SBMT VI by Barge SBMT 21.

WHEREAS on July 27, 1984, Barge SBMT 21 was loaded at Fort McKay (Shell Landing) with cargo including building material for a school destined to Fort Chipewyan.

WHEREAS the Committee has considered the matter and is satisfied that Pine Creek Construction Ltd. and Norsask Marine Ltd. be directed to cease and desist, pursuant to section 45(2) of the National Transportation Act, from carrying any cargo on the one hand between points on the Athabasca River and, on the other hand, between points on the Athabasca River and points on Lake Athabasca with Barge SBMT 21, except for four movements of heavy fuel from Uranium City to Fort McKay (Shell Landing) as authorized by telex of July 12, 1984.

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

Pursuant to section 45(2) of the National Transportation Act, Pine Creek Construction Ltd. and Norsask Marine Ltd. must cease and desist forthwith from carrying any cargo on the one hand-between points on the Athabasca River and, on the other hand, between points on the Athabasca River and points on the Lake Athabasca with Barge SBMT 21, except for four movements of heavy fuel from Uranium City to Fort McKay (Shell Landing) as authorized in a telex of July 12, 1984.

(signed)

D. Renaud

for D. Vanasse

Secretary

Water Transport Committee

IL EST ORDONNÉ CE QUI SUIT:

En vertu du paragraphe 45(2) de la Loi nationale sur les transports, Pine Creek Construction Ltd. et Norsask Marine Ltd. doivent cesser de transporter toute marchandise, d'une part, entre des points sur la rivière Athabasca et, d'autre part, entre des points sur le lac Athabasca, au moyen du chaland SBMT 21, sauf pour effectuer les quatre voyages autorisés dans le téléx du 12 juillet 1984 pour le transport de carburant lourd d'Uranium City à Fort McKay (Shell Landing).

Le Secrétaire du
Comité des transports par eau,

Diane Vanasse

ATTENDU qu'après étude de l'affaire, le Comité est convaincu que Pine Creek Construction Ltd. et Norsask Marine Ltd. doivent cesser, en vertu du paragraphe 45(2) de la Loi nationale sur les transports, de transporter toute marchandise, d'une part, entre des points sur la rivière Athabasca et, d'autre part, entre des points sur la rivière Athabasca et des points sur le lac Athabasca, au moyen du chaland SBMT 21, sauf pour effectuer les quatre voyages autorisés dans le téléx du 12 juillet 1984 pour le transport de carburant lourd d'Uranium City à Fort McKay (Shell Landing).

ATTENDU que le 27 juillet 1984, le chaland SBMT 21 a été chargé à Fort McKay (Shell Landing) en vue de transporter à Fort Chipewyan des marchandises comprenant des matériaux de construction pour une école.

ATTENDU que le 20 juillet 1984, Pine Creek Construction Ltd. s'est vu refuser la permission de remplacer le chaland SBMT VI par le chaland SBMT 21.

ATTENDU que par un téléx du 12 juillet, Pine Creek Construction Ltd. était autorisée à faire quatre voyages d'Uranium City à Fort McKay (Shell Landing) pour le transport de carburant lourd, mais non à rapporter des marchandises au cours du voyage de retour du chaland SBMT 21.

ATTENDU que dans la décision CTE 11-84, Pine Creek Construction Ltd. était autorisée à utiliser le chaland SBMT 21, et que dans la même décision, Norsask était également autorisée à utiliser SBMT 21 pour desservir la même région, sauf qu'elle ne pouvait pas transporter de marchandises d'une part entre des points sur la rivière Athabasca et, d'autre part, entre des points sur le lac Athabasca.

ATTENDU que la décision CTE 1-84, Pine Creek Construction Ltd. et Norsask Marine Ltd. ont chacune reçu un permis pour exploiter un service de transport par eau sur le lac Athabasca et ses affluents.

"5(2) Pour plus de certitude et pour éviter le doute, mais sans limiter la généralité du paragraphe (1), il est déclaré que les dispositions suivantes de la Partie IV de la présente loi, savoir les articles 44 à 82, s'appliquent mutatis mutandis relativement à toutes procédures devant la Commission en conformité de la présente loi, de la loi sur les chemins de fer, de la loi sur l'aéronautique ou de la loi sur les transports, et qu'en cas de conflit entre les dispositions de la Partie IV et celles de la loi sur les chemins de fer, de la loi sur l'aéronautique ou de la loi sur les transports, les dispositions de la Partie IV prévalent."

ATTENDU que le paragraphe 5(2) de la Loi nationale sur les transports précise que:



COMITÉ DES TRANSPORTS PAR EAU

1^{er} août 1984 Ordonnance n° W-278

RELATIVE à Pine Creek Construction Ltd.;
et

RELATIVE à Norsask Marine Ltd.

Références nos W2660.25
W2660.27

ATTENDU que le paragraphe 11(1) de la Loi sur les transports,
S.R.C. 1970, c. T-14, dans sa forme modifiée, prévoit que:

"11(1) Nul navire, autre qu'un navire autorisé
sous le régime de la présente Partie, ne doit
transporter des marchandises ou passagers
d'un port ou endroit du Canada à un autre
port ou endroit du Canada, soit directement,
soit par voie d'un port étranger, ou pour
une partie quelconque du trajet."

ATTENDU qu'en vertu de la proclamation du 24 janvier 1946,
la Partie II de la Loi sur les transports, entrerait en vigueur sur le
fleuve Mackenzie et son bassin le 9 février 1946.

ATTENDU que le paragraphe 45(2) de la Loi nationale sur les
transports, S.R.C. 1970, c. N-17, dans sa forme modifiée, porte que:

"45(2) La Commission peut ordonner et prescrire
à toute compagnie ou personne de faire immé-
diatement, ou dans tel délai ou à telle époque
qu'elle fixe, et de telle manière qu'elle
prescrit, en tant qu'il n'y a rien d'incompatible
avec la Loi sur les chemins de fer, toute action
ou chose que cette compagnie ou personne est, ou
peut être tenue de faire sous le régime de la
Loi sur les chemins de fer ou de la Loi spéciale.
La Commission peut aussi défendre l'accomplis-
sement ou la continuation de toute action ou
chose contraire à la Loi sur les chemins de
fer ou à la Loi spéciale; et elle a, aux fins
de la présente Partie et la Loi sur les chemins
de fer, pleine juridiction pour entendre et
juger toute question tant de droit que de fait."



WATER TRANSPORT COMMITTEE

August 1, 1984

Order No. W-279

IN THE MATTER OF Pine Creek
Construction Ltd.; and

IN THE MATTER OF Norsask Marine Ltd.

Files Nos.: W 2660.25
W 2660.27

WHEREAS by paragraph 11(1) of the Transport Act, being 1970
R.S.C. Chap. T-14, as amended,

"11.(1) No goods or passengers shall be
transported by water, from one port or place
in Canada to another port or place in Canada,
either directly or by way of a foreign port or
for any part of the transport, by means of
any ship other than a ship licensed under this
Part."

WHEREAS paragraph 11(4) of the Transport Act is as follows:

"If any licensee is convicted of an offence
under this Act, or if the Commission is
satisfied that a ship is operated otherwise
than in accordance with the terms of a
licence applicable thereto, the Commission
may after hearing the licensee suspend or
cancel the licence of such licensee in respect
of one or all of the ships licensed."

WHEREAS by proclamation issued on January 24, 1946, Part II
of the Transport Act is in force on the Mackenzie River and Watershed as of
February 9, 1946.

WHEREAS by Decision WTC 1-84, Pine Creek Construction
Ltd. and Norsask Marine Ltd. were each issued a Licence to operate a water
transport service on the Lake Athabasca and its tributaries.

WHEREAS by Decision WTC 11-84, Pine Creek Construction
Ltd. was authorized to use Barge SBMT 21, and whereas by the same Decision,
Norsask was also authorized to use Barge SBMT 21 to serve the same area but

excluding carriage of cargo on the one hand between points on the Athabasca River and, on the other hand, between points on the Athabasca River and points on the Lake Athabasca.

WHEREAS by telex of July 12, 1984, Pine Creek Construction Ltd. was authorized to make four trips from Uranium City to Fort McKay, (Shell Landing) to carry heavy fuel, but was refused authorization to carry back haul cargo with Barge SBMT 21.

WHEREAS on July 20, 1984, Pine Creek Construction Ltd. was refused to substitute Barge SBMT VI by Barge SBMT 21.

WHEREAS on July 27, 1984, Barge SBMT 21 was loaded at Fort McKay (Shell Landing) with cargo including building material for a school destined to Fort Chipewyan.

WHEREAS the Committee has reviewed the matter and finds that Pine Creek Construction Ltd. and Norsask Marine Ltd. should be required to show cause within 30 days from the date of this Order, why a Committee decision should not be issued cancelling Licence CTC (WT 176) issued to Pine Creek Construction Ltd. on May 17, 1984, as amended by Amendment No. 1 on July 19, 1984, and why Licence No. CTC (WT 181) issued to Norsask Marine Limited on June 18, 1984 as amended by Amendment No. 1 of July 19, 1984, should not be suspended or cancelled pursuant to subsection 11(4) of the Transport Act.

This Order takes effect as of August 1, 1984.

(signed)

D. Renaud
for D. Vanasse

Secretary
Water Transport Committee

ATTENDU que dans la décision CTE 1-84, Pine Creek Construction Ltd. et Norsask Marine Ltd. ont chacune reçu un permis pour exploiter un service de transport par eau sur le lac Athabasca et ses affluents.

ATTENDU que dans la décision CTE 11-84, Pine Creek Construction Ltd. était autorisée à utiliser le chaland SBMT 21, et que dans la même décision, Norsask était également autorisée à utiliser le chaland SBMT 21 pour desservir la même région, sauf qu'elles ne pouvaient pas transporter de marchandises d'une part entre des points sur la rivière Athabasca et d'autre part, entre des points sur la rivière Athabasca et des points sur le lac Athabasca.

ATTENDU que par un téléx du 12 juillet 1984, Pine Creek Construction Ltd. était autorisée à faire quatre voyages d'Uranium City à Fort McKay (Shell Landing) pour le transport de carburant lourd, mais non à rapporter des marchandises au cours du voyage de retour du chaland SBMT 21.

ATTENDU que le 20 juillet 1984, Pine Creek Construction Ltd. s'est vu refuser le droit de remplacer le chaland SBMT VI par le chaland SBMT 21.

ATTENDU que le 27 juillet 1984, le chaland SBMT 21 a été chargé à Fort McKay (Shell Landing) en vue de transporter à Fort Chipewyan des marchandises comprenant des matériaux de construction pour une école.

ATTENDU qu'après étude de la question, le Comité estime que Pine Creek Construction Ltd. et Norsask Marine Ltd. devraient être tenues de prouver, dans les 30 jours suivant la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, qu'il n'y a pas lieu d'annuler, par une décision du Comité, le permis CCT(TE 176) délivré à Pine Creek Construction Ltd. le 17 mai 1984 et modifié par la modification n° 1 du 19 juillet 1984, et qu'il n'y a pas lieu de suspendre ou d'annuler le permis n° CCT(TE 181) délivré à Norsask Marine Limited le 18 juin 1984 et modifié par la modification n° 1 du 19 juillet 1984, le tout en vertu du paragraphe 11(4) de la Loi sur les transports.

La présente ordonnance entre en vigueur le 1er août 1984.

Le Secrétaire du

Comité des transports par eau,

Diane Vanasse



COMITÉ DES TRANSPORTS PAR EAU

le 1^{er} août 1984 Ordonnance n° W-279

RELATIVE à Pine Creek Constuction Ltd.;
et

RELATIVE à Norsask Marine Ltd.

Références nos W2660.25
W2660.27

ATTENDU que le paragraphe 11(1) de la Loi sur les transports,
S.R.C. 1970, c. T-14, dans sa forme modifiée, prévoit que:

"11(1) Nul navire, autre qu'un navire autorisé
sous le régime de la présente Partie, ne doit
transporter des marchandises ou passagers d'un
port ou endroit du Canada à un autre port ou
endroit du Canada, soit directement, soit par
voie d'un port étranger, ou pour une partie
quelconque du trajet."

ATTENDU que le paragraphe 11(4) de la Loi sur les transports
porte que:

"11(4) Si un détenteur de permis est déclaré
coupable d'une contravention prévue par la
présente loi, ou si la Commission est convaincue
qu'un navire est exploité autrement qu'en
conformité des conditions d'un permis qui s'y
rapporte, la Commission peut, après avoir
entendu le détenteur de permis, suspendre
ou annuler le permis de ce détenteur à l'égard
de l'un ou de tous les navires autorisés."

ATTENDU qu'en vertu d'une proclamation du 24 janvier 1946,
la Partie II de la Loi sur les transports entrerait en vigueur sur le
fleuve Mackenzie et son bassin le 9 février 1946.



Commission canadienne
des transports

Canadian Transport
Commission

COMITÉ DES TRANSPORTS
PAR EAU

WATER TRANSPORT
COMMITTEE

ORDONNANCE N° W-280

ORDER NO. W-280

Le 30 août 1984

August 30, 1984

RELATIVE à Newman Harbour
Terminal and Transportation, une
division de MT & G Inc. ("Newman
Harbour"); et

IN THE MATTER OF Newman
Harbour Terminal and
Transportation, a division of
MT & G Inc. ("Newman Harbour");
and

RELATIVE à l'Ordonnance
provisoire ex parte n° W-263 datée
du 30 avril 1984.

IN THE MATTER OF interim ex
parte Order No. W-263 dated
30 April 1984.

Référence n° W-2660.35

File No. W-2660.35

ATTENDU qu'en vertu du
paragraphe 11(1) de la Loi sur les
transports, S.R.C. 1970,
chap. T-14, telle qu'amendée,

WHEREAS by paragraph 11(1)
of the Transport Act, being 1970
R.S.C. c. T-14, as amended,

"11.(1) Nul navire, autre qu'un
navire autorisé sous le régime de la
présente Partie, ne doit
transporter des marchandises ou
passagers d'un port ou endroit du
Canada à un autre port ou endroit
du Canada, soit directement, soit
par voie d'un port étranger, ou pour
une partie quelconque du trajet.";

"11.(1) No goods or passengers
shall be transported by water, from
one port or place in Canada to
another port or place in Canada,
either directly or by way of a
foreign port or for any part of the
transport, by means of any ship
other than a ship licensed under
this Part.";

ATTENDU que le
paragraphe 15(4) de la Loi sur les
transports stipule ce qui suit:

WHEREAS paragraph 15(4) of
the Transport Act is as follows:

"15.(4) Si une corporation détient un permis, il ne doit pas être exigé de taxes par la détentrice de permis ni par une autre personne tant qu'un règlement ou une résolution autorisant la préparation et la publication de tarifs des taxes n'a pas été approuvé par la Commission; ou, que le permis soit détenu par une corporation ou non, à moins d'autorisation contraire de la présente loi, tant qu'un tarif des taxes n'a pas été déposé au bureau de la Commission, et, lorsque cette approbation est requise en vertu de la présente loi, tant que ce tarif n'a pas été approuvé par la Commission ou tant que les autres conditions de la présente loi pour rendre ce tarif en vigueur n'ont pas été remplies; non plus qu'il ne doit être exigé de taxes en vertu de la totalité ou d'une portion du tarif annulé par la Commission ou qui n'est pas devenu opérant, conformément à la présente loi, et le détenteur de permis ne doit exiger, prélever, ni percevoir aucune taxe pour un service quelconque, sauf sous le régime et en conformité de la présente loi.";

ATTENDU que l'article 59 de la Loi nationale sur les transports, S.R.C. 1970, chap. N-17, telle qu'amendée, stipule ce qui suit:

"59. Si des circonstances spéciales le requièrent, la Commission peut rendre une ordonnance provisoire ex parte, permettant, enjoignant ou défendant de faire quelque chose que la Commission aurait le pouvoir, sur requête, avis et audition, de permettre, d'enjoindre ou de défendre; mais aucune ordonnance provisoire de ce genre ne doit être rendue pour plus de temps que la Commission juge qu'il n'en faut pour permettre l'audition et le jugement de l'affaire.";

"15.(4) If the licensee is a corporation, no tolls shall be charged by the licensee or by any person until a by-law or resolution authorizing the preparation and issue of tariffs of the tolls has been approved by the Commission; or, whether the licensee is a corporation or not, unless otherwise authorized by this Act, until a tariff of the tolls has been filed with, and, where such approval is required under this Act, approved by, the Commission; or until any other requirements of this Act to bring the tariff into effect have been complied with; nor shall any tolls be charged under any tariff or portion thereof disallowed by the Commission, or that has not been brought into operation in accordance with this Act, nor shall the licensee charge, levy or collect any toll for any service except under and in accordance with this Act.";

WHEREAS section 59 of the National Transportation Act, being 1970 R.S.C. c. N-17, as amended, is as follows:

"59. The Commission may, if the special circumstances of any case so require, make an interim ex parte order authorizing, requiring or forbidding anything to be done that the Commission would be empowered, on application, notice and hearing, to authorize, require or forbid; but no such interim order shall be made for any longer time than the Commission may deem necessary to enable the matter to be heard and determined.";

ATTENDU que par l'Ordonnance provisoire ex parte n° W-263, Newman Harbour était "autorisée à transporter des marchandises par eau dans la zone ci-après décrite à compter du 30 avril 1984 jusqu'à ce que le Comité ait rendu sa décision au mérite, avec le navire ci-après décrit.";

ATTENDU que l'audition et le jugement de l'affaire ne peuvent pas avoir lieu, parce que Newman Harbour n'a pas encore produit les documents suivants:

1. Des découpures de journaux prouvant qu'un avis de la demande a été publié en anglais dans le Globe and Mail de Toronto et en français dans La Presse de Montréal;
2. Un règlement ou une résolution de Newman Harbour autorisant la préparation et la publication des tarifs de taxes;
3. Les projets de tarifs pour 1984 à être produits conformément à la Partie III de la Loi sur les transports;
4. Un écrit par lequel Newman Harbour s'engage à effectuer le service demandé pour 1984;

ATTENDU qu'après étude de la question, le Comité estime que Newman Harbour doit être tenue de:

1. Produire les documents ci-haut mentionnés d'ici quinze (15) jours; ou

WHEREAS by interim ex parte Order No. W-263, Newman Harbour was "authorized to transport goods by water in the hereunder described area from April 30, 1984 until such time as the Committee will render its decision on merit, with the following ship.";

WHEREAS the matter cannot be heard and determined yet because Newman Harbour has not filed yet the following documents:

1. Tear sheets proving that the notice of the application has been published in english in the Globe and Mail of Toronto and in french in La Presse of Montreal;
2. A by-law or resolution of Newman Harbour authorizing the preparation and issuance of tariffs of the toll;
3. The proposed tariffs for 1984 to be filed in accordance with the dispositions of Part III of the Transport Act;
4. A written undertaking that Newman Harbour will perform the service applied for in 1984;

WHEREAS the Committee has reviewed the matter and finds that Newman Harbour should be required:

1. To file the above mentioned documents within 15 days; or

2. Prouver, dans les quinze (15) jours de la présente ordonnance, qu'il n'y a pas lieu de suspendre ou annuler, par une décision du Comité, l'autorisation provisoire accordée par l'Ordonnance provisoire ex parte n° W-263, le tout en vertu de l'article 59 de la Loi nationale sur les transports.

2. To show cause within 15 days from the date of this order why a Committee decision should not be issued suspending or cancelling the interim operating authority granted by interim ex parte Order No. W-263, pursuant to section 59 of the National Transportation Act.

IL EST ORDONNÉ QUE:

IT IS ORDERED THAT:

Newman Harbour

Newman Harbour

1. Produire les documents ci-haut mentionnés d'ici quinze (15) jours; ou
2. Prouve, dans les quinze (15) jours de la présente ordonnance, qu'il n'y a pas lieu de suspendre ou annuler, par une décision du Comité, l'autorisation provisoire accordée par l'Ordonnance provisoire ex parte n° W-263, le tout en vertu de l'article 59 de la Loi nationale sur les transports.

1. File the above mentioned documents within 15 days of the present order; or
2. Show cause within 15 days from the date of this order why a Committee decision should not be issued suspending or cancelling its interim ex parte authority granted by interim ex parte Order No. W-263, pursuant to section 59 of the National Transportation Act.

Cette ordonnance prend effet
le 30 août 1984.

This order takes effect as of
August 30, 1984.

(signature)

(signed)

Diane Vanasse	
Secrétaire	Secretary
Comité des transports par eau	Water Transport Committee



COMITE DES TRANSPORTS PAR EAU

ORDONNANCE N^O W-281

OTTAWA, le 30 août 1984

RELATIVE à la requête présentée par David Storr and Sons Contracting Ltd., aux termes de l'article 18 de la Loi sur les transports, en vue de faire approuver son Standard Freight Tariff (tarif-type des marchandises) relativement aux services d'affrètement autorisés dans la décision C.T.E. 15-84 du 25 juillet 1984.

Référence W2660.31

APRES lecture des pièces déposées -

LE COMITE ORDONNE CE QUI SUIT:

1. Est par la présente approuvée l'annexe de taxes, de taux et de frais relative aux activités d'affrètement, déposée auprès de la Commission canadienne des transports, conformément au paragraphe 14(1) de la Loi sur les transports, et mentionnée dans l'ordonnance n^O W-257 rendue le 30 août 1984 par le Comité des transport par eau.

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDER NO. W-281

OTTAWA, August 30, 1984

IN THE MATTER OF the application of David Storr and Sons Contracting Ltd., under Section 18 of the Transport Act, for approval of its Standard Freight Tariff in respect of charter services authorized in Decision W.T.C. 15-84 dated July 25, 1984.

File No. W2660.31

UPON consideration of the submissions filed -

THE COMMITTEE HEREBY ORDERS:

1. Approval is granted to the schedule of tolls, rates and charges, in respect of charter operations, filed with the Canadian Transport Commission pursuant to Section 14(1) of the Transport Act as referred to in Order No. W-257 dated August 30, 1984 of the Water Transport Committee.

2. Ladite approbation est donnée sous réserve de plainte et d'enquête au sujet des taux ou des taxes, tel que le prescrit la Loi sur les transports.

2. Such approval is subject to complaint and investigation as to the rates or charges, as provided by the Transport Act.

(signature) (signed)

Diane Vanasse
Secrétaire
Comité des transports par eau

Secretary
Water Transport Committee



COMITÉ DES TRANSPORTS PAR EAU

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDONNANCE N° W-282

ORDER NO. W-282

OTTAWA, le 25 septembre 1984

OTTAWA, September 25, 1984

RELATIVE à Pine Creek Construction
Ltd. - Permis CCT (TE) 176, tel
qu'amendé;

IN THE MATTER OF Pine Creek
Construction Ltd. - Licence No.
CTC (WT) 176, as amended;

et

and

RELATIVE à Norsask Marine Ltd. -
Permis CCT (TE) 180, tel qu'amendé;

IN THE MATTER OF Norsask Marine
Ltd. - Licence No. CTC (WT) 180, as
amended.

Référence n°s W 2660.25
W 2660.27

Files Nos. W 2660.25
W 2660.27

Le Permis N° CCT (TE) 176, tel
qu'amendé, autorise Pine Creek
Construction Ltd. à opérer un service sans
horaire fixe de transport de marchandises
par eau, sur le lac Athabasca et ses
tributaires, avec les navires mentionnés
dans ce permis, tel qu'amendé;

Under Licence No. CTC (WT) 176, as
amended, Pine Creek Construction Ltd. is
authorized to operate an unscheduled
service for the transport of goods by
water in the Lake Athabasca and its
tributaries, with the ships mentioned in
this licence as amended;

Le Permis N° CCT (TE) 180, tel
qu'amendé, autorise Norsask Marine Ltd.
à opérer un service sans horaire fixe de
transport de marchandises par eau, sur le
lac Athabasca et ses tributaires, avec les
navires mentionnés dans ce permis, tel
qu'amendé;

Under Licence No. CTC (WT) 180, as
amended, Norsask Marine Ltd. is
authorized to operate an unscheduled
service for the transport of goods by
water in the Lake Athabasca and its
tributaries, with the ships mentioned in
this licence as amended;

ATTENDU que par l'ordonnance n°
1984-W-279 du 1er août 1984, les
titulaires étaient sommées de justifier,
dans les trente jours suivant la date de
ladite ordonnance, qu'il n'y avait pas lieu
de suspendre ou d'annuler lesdits permis,
conformément au paragraphe 11(4) de la
Loi sur les transports, S.R.C. de 1970,
chap. T-14, dans sa forme modifiée,
puisqu'elles avaient violé les termes et
conditions de leurs permis;

WHEREAS by Order No. 1984-W-279
dated August 1, 1984, the Licensees were
required to show cause within thirty days
from the date of the Order why their
licences should not be suspended or
cancelled pursuant to subsection 11(4) of
the Transport Act, R.S.C. 1970, c. T-14,
as amended, for being in violation of the
terms and conditions of their licences;

ATTENDU que par une lettre, du 17 août 1984, Pine Creek Construction Ltd. et par une lettre du 18 août 1984, Norsask Marine Ltd. ont répondu à l'ordonnance de justification susmentionnée, affirmant que dès la réception de l'ordonnance de justification, elles ont cessé de transporter des marchandises sur la rivière Athabaska, avec la barge SBMT 21, sauf pour la marchandise appartenant à l'une ou l'autre des détentrices desdits permis.

ATTENDU que l'étude de l'affaire a convaincu le Comité que l'ordonnance n° 1984-W-279 du 1er août 1984 doit être rescindée;

IL EST ORDONNÉ CE QUI SUIT:

L'ordonnance n° 1984-W-279 du 1er août 1984 est par la présente rescindée, conformément aux pouvoirs que confère au Comité l'article 63 de la Loi nationale sur les transports, S.R.C. de 1970, chap. N-17, dans sa forme modifiée, de réviser, rescinder, changer ou modifier ses ordonnances ou décisions.

WHEREAS by letter dated August 17, 1984, Pine Creek Construction Ltd. and by letter dated August 18, 1984, Norsask Marine Ltd. have replied to Committee's show cause Order stating that upon receipt of the show cause Order, they ceased hauling cargo with barge SBMT 21, on the Athabasca River, except for that cargo belonging to one or the other of the Licensees;

WHEREAS the Committee has considered the matter and is of the opinion that Order No. 1984-W-279 dated August 1, 1984 should be rescinded;

IT IS ORDERED THAT:

Order No. 1984-W-279 dated August 1, 1984 is hereby rescinded, pursuant to Committee's power under section 63 of the National Transportation Act, R.S.C., 1970, c. N-17, as amended, to review, rescind, change, alter or vary any order or decision made by it.

(signature) (signed)

D. Renaud

pour D. Vanasse for

Secrétaire

Comité des transports par eau

Secretary

Water Transport Committee



COMITE DES TRANSPORTS PAR EAU

ORDONNANCE N° W-283

OTTAWA, le 29 octobre 1984

RELATIVE à la requête présentée
par Newman Harbour Terminals and
Transportation, en vertu de
l'article 15(2) de la Loi sur
les transports, en vue de faire
approuver une résolution par les
administrateurs de la compagnie
à une assemblée tenue à Windsor,
Ontario, le 14 septembre 1984.

Référence n° W2660.35

APRES lecture des pièces déposées -

LE COMITE ORDONNE PAR LA PRESENTE
CE QUI SUIIT:

Ladite résolution de Newman Harbour
Terminals and Transportation,
adoptée le 14 septembre 1984 et
autorisant la préparation et
publication des tarifs des taxes
qu'elle possède ou exploite et à
en déposer copie auprès de la
Commission canadienne des
transports, est approuvée.

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDER NO. W-283

OTTAWA, October 29th, 1984

IN THE MATTER OF the application of
Newman Harbour Terminals and Trans-
portation, under Section 15(2) of
the Transport Act, Chapter T-14,
R.S.C. 1970, for approval of a
resolution adopted by the Directors
of the Company at a meeting held in
Windsor, Ontario, September 14, 1984.

File No. W2660.35

UPON consideration of the submissions
filed -

THE COMMITTEE HEREBY ORDERS:

The said resolution of Newman Harbour
Terminals and Transportation, adopted
September 14, 1984, authorizing the
preparation and issue of tariffs of
the tolls to be charged by the
Company in respect of the vessels
owned or operated by the Company and
to submit the same to, and file the
same with, the Canadian Transport
Commission, is approved.

(signature) (signed)

Diane Vanasse

Secrétaire

Comité des transports par eau

Secretary

Water Transport Committee



COMITE DES TRANSPORTS PAR EAU

ORDONNANCE N^O W-284

OTTAWA, le 29 octobre 1984

RELATIVE aux activités exercées par
les titulaires en vertu de la
de la partie II de la Loi sur les
transports, S.R.C. 1970, et

RELATIVE au tarif-type ou aux
tarifs-types déposés par lesdits
titulaires en vertu du paragraphe
14(1) de ladite Loi, et

RELATIVE aux activités régulières
de

Newman Harbour Terminals and
Transportation

PAR LA PRESENTE, LE COMITE considère
le tarif déposé par la titulaire et
contenant les taux exigés pour les
activités régulières comme le
tarif-type de ladite titulaire et
la région figurant à son permis
comme la distance maximum pouvant
servir à l'établissement de son taux
maximal exigible par mille.

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDER NO. W-284

OTTAWA, October 29th, 1984

IN THE MATTER OF Operations
Undertaken by Licensees pursuant to
Part II of the Transport Act,
Chapter T-14, R.S.C. 1970, and

IN THE MATTER OF Standard Tariffs or
Tariffs of Tolls Required to be
Filed by such Licensees pursuant to
S. 14(1) of the said Act, and

IN THE MATTER OF the Scheduled
Operations of

Newman Harbour Terminals and
Transportation

THE COMMITTEE HEREBY deems the
tariff filed by the licensee
containing the tolls to be charged
in respect of scheduled operations
to be the standard tariff of such
licensee and the area in respect
of which the licensee has been
authorized in his license to operate
is deemed to be the maximum mileage
in respect of which the licensee's
said tolls are established.

(signature) (signed)

Diane Vanasse

Secrétaire

Comité des transports par eau

Secretary

Water Transport Committee

MOTIFS DE L'ORDONNANCE

Dans sa décision CTE 3-77 et dans son rapport sur la réglementation du fleuve Mackenzie (ci-après le rapport) présenté en janvier 1978 au ministre des Transports, le Comité des transports par eau déclare que les activités d'affrètement constituent du transport fait "moyennant un prix de louage ou une rétribution" et par ce fait qu'un transporteur exerçant ce type d'activités doit détenir un permis, conformément à la partie II de la Loi sur les transports;

La taxe ou le prix pour lesdites activités d'affrètement doit donc figurer dans le tarif déposé auprès du Comité;

Néanmoins, le Comité conclut dans son rapport que la Loi précitée ne définit pas le concept d'activités d'affrètement relativement à son tarif ou à d'autres dispositions;

En outre, le Comité affirme qu'il ne peut accepter le dépôt des prix d'affrètement à moins que ceux-ci ne soient déposés à titre de tarif spécial et qu'ils constituent des taux plus bas que ceux du tarif-type ou à moins qu'ils ne soient déposés en tant que taxes convenues aux termes des dispositions de la partie IV de la Loi;

À l'égard d'un tarif spécial, le Comité estime qu'un tarif-type de transport de marchandises fondé sur les taxes maxima de transport exigibles par mille devra d'abord être soumis afin de vérifier s'il est conforme au Comité au paragraphe 14(1) de la Loi sur les transports, lequel dispose en partie que:

"Chaque détenteur de permis doit déposer un tarif-type ou des tarifs-types..."

REASONS FOR ORDER

By Decision W.T.C. 3-77 and in its Report on the Regulation of the Mackenzie River dated January, 1978 ("the Report") submitted to the Minister of Transport, the Water Transport Committee stated that charter operations constituted "Transportation for hire and reward" and as such a carrier involved in such operations required a licence under Part II of the Transport Act;

A tariff or charge reflecting such charter operations must accordingly be filed with the Committee;

However, the Committee concluded in the Report that the Act did not provide for the concept of charter operations in its tariff or other provisions;

Moreover, the Committee stated that it would be unable to accept charter terms for filing unless such terms were filed as a special tariff and reflected lower tolls than the standard tariff or unless they were filed as an agreed charge under the provisions of Part IV of the Act;

With respect to a special tariff, the Committee is of the view that a standard freight tariff based on maximum mileage tolls must be first submitted to the Committee in order to comply with s. 14(1) of the Transport Act which provides in part that:

"Every licensee shall file a standard tariff or tariffs..."

Ledit tarif-type devra également être conforme au paragraphe 18(1) de la Loi sur les transports qui porte que:

"Les tarifs-types doivent indiquer les taux maxima de transport exigibles par mille pour les voyageurs, ainsi que pour chaque catégorie que comporte la classification des marchandises, et pour toutes les distances desservies par le détenteur de permis."

Dans le cas d'une taxe convenue, le paragraphe 32(6) de ladite Loi dispose que:

"Une taxe convenue doit reposer sur la base de tarification établie et s'exprimer en cents par cent livres ou telle autre unité appropriée de poids ou de mesure; et le taux de chargement complet pour un wagon ne doit excéder le taux de chargement complet pour quelque nombre supérieur de wagons."

Tant la circulaire tarifaire n° 1 que les dispositions relatives aux taxes convenues susmentionnées sont inappropriées pour les activités d'affrètement ou même pour l'application desdites taxes au transport par eau.

En conséquence, afin de répondre aux exigences de dépôt d'un tarif-type ou de tarifs-types pour les activités d'affrètement en vertu des paragraphes 14(1) et 18(1) de la Loi sur les transports, le Comité a décidé, conformément à l'ordonnance ci-jointe, que le tarif contenant les taxes exigées par la titulaire pour ses activités d'affrètement constituera le tarif-type exigé au paragraphe 14(1) de la Loi sur les transports et que la région figurant au permis de la titulaire représentera la distance maximum pouvant servir à l'établissement du taux maximal exigible par mille dont il est question au paragraphe 18(1) de ladite Loi.

Such standard tariff must be in accordance with s. 18(1) of the Transport Act which provides:

"The standard tariff or tariffs shall specify the maximum mileage tolls to be charged for passengers and for each class of the freight classification for all distances covered by the licensee."

In the case of an agreed charge, s. 32(6) of the said Act states that:

"An agreed charge shall be made on the established basis of rate making and shall be expressed in cents per hundred pounds or such other unit of weight or measurement as is appropriate; and the car-load rate for one car shall not exceed the car-load rate for any greater number of cars."

Both the Tariff Circular No. 1 and the provisions relating to agreed charges above-noted are inappropriate for charter operations or indeed for application of agreed charges to water transportation.

The Committee, therefore, in order to meet the requirements of the filing of a "standard tariff or tariff of tolls" pursuant to s. 14(1) and s. 18(1) of the Transport Act for charter operations, has decided pursuant to the attached order to deem the tariff setting out the tolls the licensee shall charge for charter operations to be the standard tariff required by s. 14(1) of the Transport Act and the area set out in the licensee's licence to be the maximum mileage in respect of such tariff pursuant to s. 18(1) of the said Act.

(signature) (signed)

Diane Vanasse
Secrétaire
Comité des transports par eau

Secretary
Water Transport Committee



COMITE DES TRANSPORTS PAR EAU

ORDONNANCE N^O W-285

OTTAWA, 1e 29 octobre 1984

RELATIVE à la requête présentée par Newman Harbour Terminals and Transportation, aux termes de la Loi sur les transports, en vue de faire approuver son Standard Freight Tariff (tarif-type des marchandises) relativement aux services réguliers autorisés dans la décision C.T.E. 18-84 du 12 octobre 1984.

Référence n^O W2660.35

APRES lecture des pièces déposées -

LE COMITE ORDONNE CE QUI SUIT:

1. Est par la présente approuvée l'annexe de taxes, de taux et de frais relative aux activités régulières, déposée auprès de la Commission canadienne des transports, conformément au paragraphe 14(1) de la Loi sur les transports, et mentionnée dans l'ordonnance n^O W-284 du 29 octobre 1984.

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDER NO. W- 285

OTTAWA, October 29th, 1984

IN THE MATTER OF the application of Newman Harbour Terminals and Transportation, under Section 18 of the Transport Act, for approval of its Standard Freight Tariff in respect of scheduled services authorized in Decision W.T.C. 18-84 dated October 12, 1984.

File No. W2660.35

UPON consideration of the submissions filed -

THE COMMITTEE HEREBY ORDERS:

1. Approval is granted to the schedule of tolls, rates and charges, in respect of scheduled operations, filed with the Canadian Transport Commission pursuant to Section 14(1) of the Transport Act as referred to in Order No. W-284 dated October 29, 1984 of the Water Transport Committee.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Ladite approbation est donnée
sous réserve de plainte et
d'enquête au sujet des taux ou
des taxes, tel que le prescrit
la Loi sur les transports.

2. Such approval is subject to
complaint and investigation as to
the rates or charges, as provided
by the Transport Act.

(signature) (signed)

Diane Vanasse

Secrétaire et Secretary

Comité des transports par eau

Water Transport Committee



Commission canadienne
des transports

Canadian Transport
Commission



COMITÉ DES TRANSPORTS PAR EAU

ORDONNANCE N° W- 291

OTTAWA, le 11 juin 1985

RELATIVE à la requête présentée par
Cooper Barging Service Ltd., aux termes
de l'article 18 de la Loi sur
les transports, en vue de faire
approuver des révisions à son Tarif-type
de marchandises C.T.C. n° 2,
actuellement déposé auprès de la
Commission canadienne des transports,
relativement aux services autorisés dans
la décision CTE 4-85 du 3 mai 1985.

Référence W2660.8

APRES lecture des pièces déposées -

IL EST ORDONNÉ CE QUI SUIT:

L'application de majorations ne devant
pas dépasser 4% applicables aux taux
actuellement prévus aux pages suivantes
du tarif C.T.C. n° 2 est par la présente
autorisée:

5^e révision de la page 4
5^e révision de la page 5
5^e révision de la page 6

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDER NO. W- 291

OTTAWA, June 11, 1985

IN THE MATTER OF the application of
Cooper Barging Service Ltd., under
Section 18 of the Transport Act, for
approval of revisions to its Standard
Freight Tariff C.T.C. No. 2, currently
on file with the Canadian Transport
Commission, in respect of services
authorized in Decision W.T.C. 4-85 dated
May 3, 1985.

File No. W2660.8

UPON reading the submissions filed -

IT IS ORDERED THAT:

Approval is hereby granted to the
implementation of increases not to
exceed 4% in relation to rates as
presently published on the following
pages of Tariff C.T.C. No. 2, as listed
below:

5th Revised Page 4
5th Revised Page 5
5th Revised Page 6

IL EST DE PLUS ORDONNÉ CE QUI SUIVIT:

Les dispositions tarifaires approuvées ci-dessus sont prescrites sous réserve de plaintes et d'enquêtes quant aux taux ou taxes, tel que prévu par la Loi sur les transports.

IT IS FURTHER ORDERED THAT:

Tariff provisions as approved above are subject to complaint and investigation as to rates or charges, as provided by the Transport Act.

(signature) (signed)

Diane Vanasse	Diane Vanasse
Secrétaire	Secretary
Comité des transports par eau	Water Transport Committee



CA1

TA 220

-061



COMITÉ DES TRANSPORTS PAR EAU

ORDONNANCE N° W- 292

OTTAWA, le 15 mai 1985

RELATIVE à la requête présentée par la
Société des Transports du Nord Limitée,
aux termes de l'article 18 de la Loi sur
les transports, en vue de faire
approuver des révisions à son Tarif-type
de marchandises C.T.C. n° 69,
actuellement déposé auprès de la
Commission canadienne des transports,
relativement aux services autorisés dans
la décision CTE 2-85 du 16 avril 1985.

Référence W2660.12

APRES lecture des pièces déposées -

IL EST ORDONNÉ CE QUI SUIT:

L'application de majorations ne devant
pas dépasser 9% applicables aux taux
actuellement prévus aux pages suivantes
du tarif C.T.C. n° 69 est par la
présente autorisée:

- 10^e révision de la page 3
- 11^e révision de la page 4
- 10^e révision de la page 5
- 10^e révision de la page 6
- 2^e révision de la page 6A

WATER TRANSPORT COMMITTEE

ORDER NO. W-292

OTTAWA, May 15, 1985

IN THE MATTER OF the application of
Northern Transportation Company Limited,
under Section 18 of the Transport Act,
for approval of revisions to its
Standard Freight Tariff C.T.C. No. 69,
currently on file with the Canadian
Transport Commission, in respect of
services authorized in Decision W.T.C.
2-85 dated April 16, 1985.

File No. W2660.12

UPON reading the submissions filed -

IT IS ORDERED THAT:

Approval is hereby granted to the
implementation of increases not to
exceed 9% in relation to rates as
presently published on the following
pages of Tariff C.T.C. No. 69, as listed
below:

- 10th Revised Page 3
- 11th Revised Page 4
- 10th Revised Page 5
- 10th Revised Page 6
- 2nd Revised Page 6A

IL EST DE PLUS ORDONNÉ CE QUI SUIT:

Les dispositions tarifaires approuvées ci-dessus sont prescrites sous réserve de plaintes et d'enquêtes quant aux taux ou taxes, tel que prévu par la Loi sur les transports.

IT IS FURTHER ORDERED THAT:

Tariff provisions as approved above subject to complaint and investigation as to rates or charges, as provided in the Transport Act.

(signature) (signed)

Diane Vanasse
Secrétaire
Comité des transports par eau

Secretary
Water Transport Committee

ACCOPRESS®

25071 -	BLACK / NOIR	- BG2507
25072 -	BLUE / BLEU	- BU2507
25078 -	RED / ROUGE	- BF2507
25075 -	GREEN / VERT	- BP2507
25074 -	GREY / GRIS	- BD2507
25073 -	R. BLUE / BLEU R.	- BB2507
25079 -	X. RED / ROUGE X.	- BX2507
25070 -	YELLOW / JAUNE	- BY2507
25077 -	TANGERINE	- BA2507

ACCO CANADIAN COMPANY LIMITED
 COMPAGNIE CANADIENNE ACCO LIMITÉE
 TORONTO CANADA

